

Décret n°377/PR/MFPRA du 26 mai 2000 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions administratives paritaires

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT;

Vu la Constitution;

Vu les décrets n°163/PR et n°171/PR des 23 et 25 janvier 1999 fixant la composition du Gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi n°18/93 du 13 septembre 1993 portant statut général de la Fonction Publique;

Vu la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n°805/PR/MFPRA du 10 juillet 1997 portant attributions et organisation du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret n°383/PR/MFPRA du 17 avril 1998 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions administratives paritaires;

Après avis du Comité Consultatif de la Fonction Publique;

La Cour Administrative consultée;

Le Conseil des ministres entendu;

DECRETE:

Article 1^{er}.- Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 27 et 29 de la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 susvisée, fixe la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions administratives paritaires.

CHAPITRE 1^{er}: DE LA COMPOSITION ET DE L'ORGANISATION

Article 2.- Chaque commission administrative paritaire comprend:

- le président ou son représentant ;
- huit membres titulaires et huit membres suppléants représentant l'administration ;
- huit membres titulaires et huit membres suppléants représentant le personnel.

Article 3.- Les membres des commissions administratives paritaires sont nommés par la Premier Ministre. Leurs fonctions sont gratuites.

Article 4.- Les membres représentant l'administration sont nommés sur proposition du ministre chargé de la Fonction Publique à raison d'un représentant par secteur d'activité. Ils siègent dans toutes les commissions.

Article 5.- Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin uninominal à un tour pour chaque hiérarchie. La durée de leur mandat est de trois ans renouvelable une seule fois.

Article 6.- Sont électeurs au titre d'une commission administrative paritaire, les fonctionnaires titulaires en position d'activité ou de détachement sur l'ensemble du territoire national et appartenant à la hiérarchie concernée.

Article 7.- Sont éligibles au titre d'une commission administrative paritaire, les fonctionnaires visés à l'article 6 ci-dessus totalisant une ancienneté d'au moins dix ans de services ininterrompus dans la hiérarchie concernée.

Article 8.- Ne sont pas éligibles les fonctionnaires ayant été frappés par l'une des sanctions prévues à l'article 129 du statut général des fonctionnaires, non compris d'avertissement.

Article 9.- Seules sont recevables les candidatures adressées ou déposées à la Direction Générale de la Fonction Publique, dans les deux mois de la date des élections.

Le ministre chargé de la Fonction Publique fixe par arrêté la liste des candidatures retenues. Cette liste est publiée et diffusée un mois avant la date des élections. L'organisation matérielle du scrutin relève du ministre chargé de la Fonction Publique.

Article 10.- Les contestations relatives à la qualité d'électeur, à l'éligibilité, ainsi qu'à la régularité des opérations électorales sont de la compétence de la Cour administrative.

Les élections pour le renouvellement des commissions administratives paritaires ont lieu trois mois avant l'expiration du mandat en cours.

CHAPITRE 2: DU FONCTIONNEMENT

Article 11.- Les commissions administratives paritaires sont présidées par le Directeur Général de la Fonction Publique.

Le Président est, en cas d'empêchement, suppléé par le représentant de l'administration le plus ancien dans l'emploi hiérarchiquement le plus élevé.

Article 12.- Le secrétariat des commissions administratives paritaires est assuré par la direction de la gestion des personnels de la Fonction Publique.

Article 13.- Les commissions administratives paritaires se réunissent au moins deux fois par an sur convocation du président ou sur demande écrite signée par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Article 14.- Les commissions administratives paritaires ne peuvent délibérer valablement que si au moins les deux tiers des membres sont présents.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée dans un délai de huit jours aux membres. Dans ce cas, la commission siège valablement si au moins la moitié des membres sont présents.

Article 15.- Un membre proposé au tableau d'avancement soumis à la commission administrative paritaire à laquelle il appartient ne peut siéger.

Article 16.- Si le président le juge nécessaire, tout supérieur hiérarchique non membre d'une commission administrative paritaire peut être entendu sur toute les questions concernant ses agents.

Le président peut également convoquer aux réunions, à titre consultatif, toute personne appartenant à un corps non représenté à la commission administrative paritaire concernée.

Article 17.- Toutes facilités doivent être données aux commissions administratives paritaires par les administrations pour leur permettre de remplir leurs missions. De même, communication doit leur être donnée de tous documents et pièces nécessaires à leurs missions huit jours au moins avant la date de la séance.

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre d'assister aux réunions de leurs commissions sur simple présentation des convocations qui leurs sont adressées.

Article 18.- Les membres des commissions administratives sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Article 19.- Les commissions administratives paritaires se prononcent à la majorité simple des membres présents.

Le président ne prend part au vote qu'en cas de partage égal des voix.

Article 20.- Lorsque des fonctionnaires appartenant à des grades ou corps différents ont accès à un même grade par voie de tableau d'avancement commun, la commission chargée de préparer ce tableau comprend les représentants du personnel assurant auprès des commissions administratives de leurs corps respectifs la représentation de chacun des grades des fonctionnaires intéressés. Dans ce cas, seuls les représentants, titulaires ou suppléants, du grade auquel appartient le fonctionnaire dont la candidature est examinée et les représentants, titulaires ou suppléants, du grade auquel le tableau d'avancement donne accès, sont habilités à délibérer.

Article 21.- Lorsque le fonctionnaire dont le cas est soumis à l'examen de la commission appartient au grade le plus élevé du corps, les représentants de ce grade ou le représentant unique visé à l'article 2 du présent décret siègent avec leurs suppléants qui ont alors voix délibérative.

Article 22.- Les séances des commissions administratives paritaires ne sont pas publiques. Elles sont sanctionnées par un procès-verbal signé par le président et par tous les membres présents.

Tout refus de signer le procès-verbal d'une séance fait l'objet d'une déclaration écrite et motivée.

Article 23.- En cas de difficulté dans le fonctionnement des commissions administratives paritaires, le ministre chargé de la Fonction Publique en rend compte au Premier Ministre qui statue après avis du Conseil Supérieur de la Fonction Publique.

CHAPITRE 3: DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 24.- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 25.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraire, notamment celles du décret n°383/PR/MFPRA du 17 avril 1998 susvisé, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 26 mai 2000

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat;

EI Hadj OMAR BONGO

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement;

Jean-François NTOUTOUME EMANE

Le Ministre de la Fonction Publique,
de la Réforme Administrative et de
la Modernisation de l'Etat;

Patrice NZIENGUI

Le Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget et de la Privatisation;

Emile DOUMBA